

Le chômage et le nombre de demandeurs d'emploi en forte baisse en 2021

En 2021, le taux de chômage passe sous la barre des 6 % en Bretagne au 4^e trimestre 2021 et atteint son plus bas niveau depuis 2008. Les demandeurs d'emploi sans activité sont nettement moins nombreux (-16,0 % en 2021), en particulier parmi les jeunes (-22,8 %). La demande d'emploi totale (catégories A, B et C) diminue de 6,3 % et passe sous son niveau d'avant-crise en fin d'année. La part des demandeurs d'emploi de longue durée (48,5 %) demeure néanmoins plus élevée qu'en 2019.

Les entrées dans les dispositifs d'accompagnement vers l'emploi rebondissent en 2021, notamment auprès des jeunes. L'apprentissage progresse de nouveau fortement.

Le taux de chômage passe sous la barre des 6 % fin 2021

En Bretagne, le **taux de chômage** s'est maintenu autour de 6,5 % au cours des trois premiers trimestres de 2021. Au 4^e trimestre, il diminue fortement pour s'établir à 5,8 % de la population active, son plus bas niveau depuis 2008

► **figure 1**. Il est inférieur de 0,9 point à son niveau d'avant-crise (fin 2019) et demeure le plus faible taux des régions françaises. Au niveau national, il s'établit à 7,4 % de la population active et recule de 0,8 point sur deux ans.

En Ille-et-Vilaine, le taux de chômage est particulièrement bas avec 5,2 % ► **figure 2**. Il s'établit à 5,9 % dans le Morbihan, 6,1 % dans le Finistère et 6,3 % dans les Côtes-d'Armor. Fin 2021, parmi les vingt zones d'emploi bretonnes, trois passent sous la barre des 5 % : Vitré (3,5 %), Fougères (4,6 %) et Lamballe-Armor (4,7 %). À l'opposé, le taux de chômage est plus élevé, similaire au taux national, au sein des zones d'emploi de Guingamp (7,2 %) et Carhaix-Plouguer (7,4 %).

Fort reflux du nombre de demandeurs d'emploi sans activité

En Bretagne, le nombre de **demandeurs d'emploi sans activité** (catégorie A) a diminué de 16,0 % entre les 4^{es} trimestres 2020 et 2021. Il s'établit en moyenne au dernier trimestre 2021 à 126 360 personnes, soit 24 100 inscrits de moins en un an ► **figure 3**. Après une hausse historique au 1^{er} semestre 2020, le repli continu qui suit ramène le nombre de demandeurs d'emploi à son plus bas niveau depuis le 2^e trimestre 2012. Fin 2021, il s'établit 9,5 % sous son niveau d'avant-crise.

La diminution entre fin 2020 et fin 2021 est un peu moins importante en France (-12,4 %). L'Ille-et-Vilaine est le département breton où l'amélioration du marché de l'emploi est la plus prononcée (-21,2 %). Les Côtes-d'Armor (-12,8 %), le Finistère (-12,7 %) et le Morbihan (-15,3 %) enregistrent des baisses inférieures à la moyenne régionale.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) est en hausse de 5,9 % en 2021 (soit 6 990 inscrits de plus en un an). Cette augmentation concerne principalement les demandeurs d'emploi de catégorie C (activité réduite longue, plus de 78 heures dans le mois), avec 6 090 demandeurs d'emploi supplémentaires, soit +7,4 %.

La demande d'emploi globale sous son niveau d'avant-crise

Le nombre total d'inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) régresse de 6,3 % en 2021 pour s'établir à 252 500 personnes au 4^e trimestre 2021, soit de 17 100 personnes de moins en un an. Le retour sous le niveau de fin 2019 est atteint en toute fin d'année 2021 (-2,9 % par rapport au 4^e trimestre 2019). Sur un an, c'est dans le Morbihan que la baisse est la plus marquée (-7,9 %), devant l'Ille-et-Vilaine (-6,3 %). L'évolution dans les Côtes-d'Armor (-5,6 %) et dans le Finistère (-5,5 %) est proche du niveau national (-5,7 %).

Le recul de la demande d'emploi profite particulièrement aux jeunes

En 2021, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) décroît quel que soit leur sexe ou leur catégorie d'âge. Hommes et femmes bénéficient pareillement de cette tendance (-16,5 % et -15,5 %). La baisse de la demande d'emploi profite particulièrement aux jeunes de moins de 25 ans (-22,8 % sur un an). Cette catégorie atteint son niveau le plus bas depuis 13 ans. Le recul est un peu moins important au niveau national (-16,7 %). L'évolution est également favorable aux personnes de 25 à 49 ans (-16,7 %) et dans une moindre mesure aux plus de 50 ans (-10,7 %).

De même, la baisse annuelle de la demande d'emploi globale (catégories A, B, C) est plus marquée pour les jeunes (-13,9 %) que pour les personnes de 25 à 49 ans (-6,5 %) et celles de 50 et plus (-1,8 %). Le niveau de ces derniers reste encore au-dessus de celui de fin 2019

(+2,1 %). Le recul sur un an est à peine plus sensible pour les hommes (-6,9 %) que pour les femmes (-5,8 %).

La part des demandeurs d'emploi de longue durée toujours plus élevée qu'avant la crise sanitaire

En 2021, le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée** régresse un peu plus fortement que la demande d'emploi globale (-7,3 % pour ceux inscrits depuis un an ou plus). Il retrouve son niveau d'avant-crise. De ce fait, leur part dans le total des demandeurs d'emploi en catégorie A, B ou C baisse de 0,5 point en un an, à 48,5 %. Elle reste toutefois 1,4 point au-dessus de celle observée au 4^e trimestre 2019. Le nombre de **demandeurs d'emploi de très longue durée** (2 ans ou plus) ne diminue que de 1,3 % en 2021. Il s'est accru de 4,7 % par rapport au 4^e trimestre 2019.

Reprise des contrats aidés, forte hausse de l'apprentissage

Généralement ciblés sur les publics en difficulté sur le marché du travail, les outils de la politique de l'emploi prennent notamment la forme d'aides à l'emploi. En 2018, l'approche des politiques d'inclusion avait été renouvelée avec notamment la transformation des **contrats uniques d'insertion** (CUI-CIE et CUI-CAE) en **parcours emploi compétences** (PEC). Depuis l'automne 2020, les embauches sont de nouveau possibles dans le cadre du plan « 1 jeune, 1 solution ».

Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé (contrat unique d'insertion (CUI), PEC ou contrat dans une structure d'insertion par l'activité économique) s'établit à 9 925 fin 2021. Il augmente fortement en un an (+2 482 personnes, soit +33,3 %). En 2021, 3 420 PEC ou CUI ont été prescrits en Bretagne, contre 2 100 en 2020 ► **figure 4**. Cette hausse traduit la reprise des recrutements après le ralentissement lié à la crise sanitaire. Elle est également le résultat de la mise en œuvre du plan « 1 jeune, 1 solution » dans le cadre du plan de relance avec l'apparition d'un PEC « jeunes »

(caractérisé par un niveau de prise en charge par l'État de 65 %, plus élevé que pour les PEC classiques) et la réintroduction des CUI-CIE (contrat initiative emploi) pour les employeurs du secteur marchand.

L'insertion par l'activité économique (IAE) regroupe des associations et des entreprises qui s'engagent à accueillir et embaucher, pour une durée limitée, des personnes très éloignées de l'emploi en raison de difficultés personnelles et professionnelles. La spécificité du parcours d'insertion consiste à proposer une mise en situation de travail, doublée d'un accompagnement social et professionnel personnalisé. En 2021, l'IAE mobilise en Bretagne 174 structures conventionnées par l'État qui reçoivent à ce titre des aides financières. Le nombre de recrutements dans ce cadre s'établit à 12 310 en 2021, en hausse de 7,2 % par rapport à 2020. Fin décembre 2021, 5 460 personnes sont salariées dans les structures de l'IAE, soit une hausse de 2,6 % sur un an, qui traduit la reprise des recrutements après la crise sanitaire et la mise en œuvre du Pacte d'Ambition pour l'Insertion par l'Activité Économique de

2018 prévoyant le doublement des parcours dans les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) à horizon fin 2022.

La loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » apporte de profonds changements à la politique de l'alternance. L'objectif est d'orienter le demandeur d'emploi vers le bon parcours et d'utiliser toute la palette des dispositifs (PEC, IAE, alternance). Pour les jeunes notamment, la priorité est donnée aux formations longues, d'alternance ou aux dispositifs qui leur sont dédiés. Avec 35 740 nouveaux **contrats d'apprentissage** en 2021, la hausse est particulièrement marquée (+34,9 % en 2021 après +53,0 % en 2020), alors que le nombre de nouveaux **contrats de professionnalisation** augmente de 13,9 % en 2021 après avoir perdu 48,3 % en 2020.

Le **parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie** (PACEA) répond à un objectif de lisibilité et de simplification permettant aux missions locales de

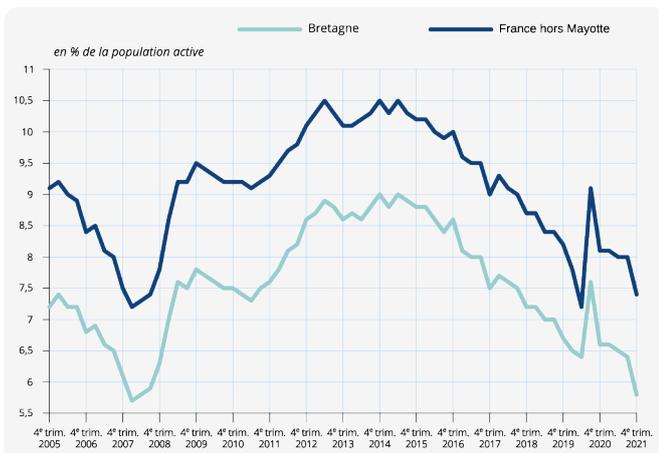
centrer leur action sur la construction des parcours des jeunes selon leurs besoins. En 2021, 16 100 PACEA ont été contractés, soit une augmentation de 28,0 % par rapport à 2020.

La Garantie jeunes constitue une modalité spécifique du PACEA mise en œuvre par les missions locales. D'une durée de douze mois, elle peut comporter des périodes de formation, des mises en situation en milieu professionnel, un accompagnement social et professionnel. Elle comprend des objectifs et une évaluation. Elle s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans en situation de précarité et qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude. En 2021, 5 790 entrées en Garantie jeunes ont été comptabilisées en Bretagne, soit une hausse de 79,6 % par rapport à 2020. ●

Auteurs :

Stéphane Moro (Dreets), Agnès Palaric (Insee)

► 1. Évolution trimestrielle du taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisés.

► 2. Taux de chômage

en % de la population active

	2019 T4	2020 T4	2021 T1	2021 T2	2021 T3	2021 T4	Évolution	
							2021 T4 / 2019 T4	2021 T4 / 2020 T4
Côtes-d'Armor	7,1	6,9	6,9	6,9	6,9	6,3	-0,8	-0,6
Finistère	7,0	6,7	6,8	6,8	6,8	6,1	-0,9	-0,6
Ille-et-Vilaine	6,2	6,3	6,1	5,9	5,8	5,2	-1,0	-1,1
Morbihan	7,0	6,7	6,8	6,7	6,6	5,9	-1,1	-0,8
Bretagne	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	5,8	-0,9	-0,8
France hors Mayotte	8,2	8,1	8,1	8,0	8,0	7,4	-0,8	-0,7

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisés.

► 3. Demandeurs d'emploi en fin de mois

en %

	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2021		Évolution 2021 T4 / 2019 T4		Évolution 2021 T4 / 2020 T4	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	117 100	64 350	-2,2	-9,0	-6,9	-16,5
Femmes	135 400	62 020	-3,4	-10,0	-5,8	-15,5
Moins de 25 ans	32 250	17 010	-8,7	-15,8	-13,9	-22,8
De 25 à 49 ans	152 520	73 090	-3,6	-10,2	-6,5	-16,7
50 ans ou plus	67 730	36 270	2,1	-4,6	-1,8	-10,7
Inscrits depuis un an ou plus	122 510	nd	0,0	nd	-7,3	nd
dont inscrits depuis 2 ans ou plus	74 280	nd	4,7	nd	-1,3	nd
Bretagne	252 500	126 360	-2,9	-9,5	-6,3	-16,0
France entière	5 685 400	3 361 900	-1,3	-5,7	-5,7	-12,4

nd : données non disponibles.

Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielle.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

► 4. Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes - Bretagne

	2019	2020	2021
Aides à l'emploi	42 373	45 001	60 346
- Contrats aidés	14 504	13 053	18 400
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	2 868	2 101	3 421
Contrats initiative emploi (CUI-CIE)	nd	117	2 668
Insertion par l'activité économique (IAE) ¹	11 627	10 835	12 311
- Contrats en alternance	27 869	31 948	41 946
Apprentissage	17 323	26 500	35 741
Contrats de professionnalisation	10 546	5 448	6 205
Accompagnement des jeunes	12 068	12 571	16 096
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	12 068	12 571	16 096
dont <i>Garantie jeunes</i>	3 168	3 225	5 792
Emplois francs	nd	396	458

¹ : année glissante de décembre N-1 à novembre N.

nd : non disponible.

Note : les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

Source : Dares, extraction du 01/04/2022.